

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 25 novembre 2020****Objet n° 16** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksak, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Sophie Querton, Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, M. Youssef Hammouti, Mmes Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Conseillers communaux; M. Kevin LIKAJ, conseiller communal; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: MM. Sadik Koksak, Taoufik Ben addi, Mme Leticia Sere, M. Abdelhakim El Karaoui, Conseillers communaux.

#Objet : Réglementation fiscale générale sur les mesures de soutien économique aux commerçants locaux Covid19 - Exercice 2020 - Modification - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 4 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution, qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales ;
 Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;
 Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;
 Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;
 Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;
 Vu l'Arrêté ministériel du 18 mars 2020 (abrogé ultérieurement) portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;
 Vu l'Arrêté ministériel du 23 mars 2020 (abrogé ultérieurement) portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;
 Vu l'Arrêté ministériel du 30 juin 2020 (abrogé ultérieurement) portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;
 Vu l'Arrêté ministériel du 18 octobre 2020 (abrogé ultérieurement) portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, et ses modifications ultérieures ;
 Vu l'Arrêté du 7 octobre 2020 du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale (abrogé ultérieurement) portant fermeture des bars et arrêtant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;
 Vu l'Arrêté du 26 octobre 2020 du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale arrêtant des mesures complémentaires à celles arrêtées par le ministre de l'Intérieur afin de limiter la propagation du coronavirus COVID-19, et ses modifications ultérieures ;
 Vu l'Arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;
 Vu l'Arrêté ministériel du 1^{er} novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, et ses modifications ultérieures ;
 Revu sa délibération du 29 avril 2020 votant la réglementation fiscale générale sur les mesures de soutien économique aux commerçants locaux Covid19, pour l'exercice 2020 ;
 Revu sa délibération du 27 novembre 2019 votant le règlement taxe sur les débits de boissons autorisés à rester ouverts en dehors des heures d'ouverture fixées par le règlement de police, pour les exercices 2020 à 2024 ;
 Revu sa délibération du 17 décembre 2018 votant le règlement taxe sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales, pour les exercices 2019 à 2023 ;
 Revu sa délibération du 28 septembre 2016 votant le règlement taxe sur les lieux de prostitution en vitrine, pour les exercices 2017 à 2021 ;
 Revu sa délibération du 27 novembre 2019 votant le règlement taxe sur les agences et succursales d'agences de paris aux courses de chevaux, pour les exercices 2020 à 2024 ;
 Revu sa délibération du 23 septembre 2015 votant le règlement taxe sur les cercles privés, pour les exercices 2016 à 2020 ;
 Revu sa délibération du 18 décembre 2019 votant le règlement taxe sur les surfaces commerciales, pour les exercices 2020 à 2024 ;
 Revu sa délibération du 25 mars 2020 votant le règlement redevances sur les marchés, brocantes, foires, braderies et autres activités ambulantes, à partir du 1^{er} avril 2020 pour les exercices 2020 à 2024 ;
 Considérant que les mesures d'urgence sanitaires précitées auront un impact économique conséquent sur le secteur économique local ;
 Considérant que les nombreuses mesures de crise prises contre la propagation du virus COVID-19 ont frappé durement l'économie ;
 Considérant que de nombreux commerçants sur le territoire ont été obligés de fermer leurs commerces à la suite des mesures ;
 Considérant qu'avec cette délibération, la commune répond à l'appel des Gouvernements fédéral et régional de minimiser l'impact

négalif de la crise du Coronavirus sur le secteur économique local en prenant, par exemple, certaines mesures fiscales pour soutenir leurs indépendants et leurs commerçants ;

Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 novembre 2020 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Le présent règlement vise les commerçants soumis à des mesures d'urgence et/ou complémentaires pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

Article 2

Sont suspendus pendant un certain temps prenant cours à partir du 18 mars 2020 :

1. Le règlement-taxe sur les débits de boissons autorisés à rester ouverts en dehors des heures d'ouverture fixées par le règlement de police tel qu'approuvé par le Conseil Communal le 27 novembre 2019 ;
2. La taxe sur l'étalage de marchandises par les magasins non-essentiels définis dans l'Arrêté ministériel du 18 mars 2020, prévus dans le règlement-taxe sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales tel qu'approuvé par le Conseil Communal le 17 décembre 2018.

Article 3

Sont suspendus pendant un certain temps prenant cours à partir du 8 octobre 2020 :

1. Le règlement-taxe sur les cercles privés tel qu'approuvé par le Conseil Communal du 23 septembre 2015 ;
2. L'abonnement à un marché hebdomadaire, pour les marchands ambulants qui ne propose que de la nourriture ou des boissons à consommer sur place, comme prévu dans le règlement-redevances sur les marchés, brocantes, foires, braderies et autres activités ambulantes tel qu'approuvé par le Conseil Communal du 25 mars 2020.

Article 4

Sont suspendus pendant un certain temps prenant cours à partir du 26 octobre 2020 :

1. Le règlement-taxe sur les lieux de prostitution en vitrine tel qu'approuvé par le Conseil Communal du 28 septembre 2016.

Article 5

Sont suspendus pendant un certain temps prenant cours à partir du 2 novembre 2020 :

1. Le règlement-taxe sur les agences et succursales d'agences de paris aux courses de chevaux, tel qu'approuvé par le Conseil Communal du 27 novembre 2019 ;
2. La taxe pour les magasins non-essentiels définis dans l'Arrêté ministériel du 1^{er} novembre 2020, prévus dans le règlement-taxe sur les surfaces commerciales tel qu'approuvé par le Conseil Communal du 18 décembre 2019 ;
3. L'abonnement à un marché hebdomadaire, pour les marchands ambulants qui ne vend que des biens non essentiels, comme prévu dans le règlement-redevances sur les marchés, brocantes, foires, braderies et autres activités ambulantes tel qu'approuvé par le Conseil Communal du 25 mars 2020.

Article 6

La compétence de fixer cette période est déléguée au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 7

Ce présent règlement entre en vigueur le 8 octobre 2020 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 29 avril 2020.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 25 novembre 2020.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 25 november 2020

Voorwerp nr 16 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Sophie Querton, Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, H. Youssef Hammouti, Mevr. Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkouï, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Gemeenteraadsleden; H. Kevin LIKAJ, Gemeenteraadslid; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: HH. Sadik Koksal, Taoufik Ben addi, Mevr. Leticia Sere, H. Abdelhakim El Karaoui, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Algemeen fiscaal reglement houdende economische steunmaatregelen voor lokale handelaars Covid19 – Aanslagjaar 2020 - Wijziging - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 4 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet het ministerieel besluit van 18 maart 2020 (dat later werd opgeheven) houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet het ministerieel besluit van 23 maart 2020 (dat later werd opgeheven) houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet het ministerieel besluit van 30 juni 2020 (dat later werd opgeheven) houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet het ministerieel besluit van 18 oktober 2020 (dat later werd opgeheven) houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet het Besluit van 7 oktober 2020 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat later werd opgeheven) houdende sluiting van de bars en tot vaststelling van noodmaatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet het Besluit van 26 oktober 2020 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot bepaling van bijkomende maatregelen naast degene die bepaald zijn door de minister van Binnenlandse Zaken om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken zoals gewijzigd tot op heden

Gelet het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet het ministerieel besluit van 1 november 2020 houdende de wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende het raadsbesluit van 29 april 2020 betreffende het Algemeen fiscaal reglement houdende economische steunmaatregelen voor lokale handelaars Covid19, goedkeurt voor het aanslagjaar 2020;

Gezien het raadsbesluit van 27 november 2019 betreffende de belasting op de drankgelegenheden toegelaten open te blijven buiten de openingsuren vastgesteld door het politiereglement, goedkeurt voor de aanslagjaren 2020 tot 2024;

Gezien het raadsbesluit van 17 december 2018 betreffende de belasting op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden, goedkeurt voor de aanslagjaren 2019 tot 2023;

Gezien het raadsbesluit van 28 september 2016 betreffende de belasting op de raamprostitutieruimten, goedkeurt voor de aanslagjaren 2017 tot 2021;

Gezien het raadsbesluit van 18 december 2019 betreffende de belasting op de commerciële oppervlakten, goedkeurt voor de aanslagjaren 2020 tot 2024;

Gezien het raadsbesluit van 27 november 2019 betreffende de belasting op de boekmakerskantoren en hun filialen voor weddenschappen op paardenrennen, goedkeurt voor de aanslagjaren 2020 tot 2024;

Gezien het raadsbesluit van 23 september 2015 betreffende de belasting op de privé-clubs, goedkeurt voor de aanslagjaren 2016 tot 2020;

Gezien het raadsbesluit van 25 maart 2020 betreffende de retributie op markten, rommelmarkten, kermissen, braderijen en andere ambulante activiteiten, goedkeurt vanaf 1 april 2020 voor de aanslagjaren 2020 tot 2024;

Overwegende dat de bovenvermelde noodmaatregelen op vlak van gezondheid een aanzienlijke impact zullen hebben op de lokale economische sector;

Overwegende dat vele crisismaatregelen tegen de verspreiding van het COVID-19-virus, de economie zwaar hebben getroffen;

Overwegende dat heel wat handelaars op het grondgebied door de maatregelen verplicht waren hun zaak te sluiten;

Overwegende dat met dit besluit de gemeente tegemoet komt aan de oproep van de Gewestelijke en Federale Regeringen om de negatieve impact van de Coronavirus-crisis op de lokale economische sector zoveel mogelijk te beperken, door bijvoorbeeld bepaalde fiscale maatregelen te nemen om hun zelfstandigen en hun handelaars te ondersteunen;

Gelet bovendien, op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 november 2020 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Worden door dit besluit beoogd, de handelaars die onderworpen zijn aan de dringende en/of bijkomende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

Artikel 2

Zijn opgeschort voor een bepaalde periode die ingaat vanaf 18 maart 2020:

1. Het belastingreglement op de drankgelegenheden toegelaten open te blijven buiten de openingsuren vastgesteld door het politiereglement zoals goedgekeurd in de gemeenteraad van 27 november 2019
2. De belasting voor het uitstallingen van koopwaar door de niet-essentiële winkels gedefinieerd in het ministerieel besluit van 18 maart 2020 voorzien in het belastingreglement op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden zoals goedgekeurd in de gemeenteraad van 17 december 2018.

Artikel 3

Zijn opgeschort voor een bepaalde periode die ingaat vanaf 8 oktober 2020:

1. Het belastingreglement op de privé-clubs zoals goedgekeurd in de gemeenteraad van 23 september 2015;
2. Het abonnement op de wekelijkse markt, voor de leurder die enkel voeding of dranken ter consumptie ter plaatse aanbiedt, voorzien in het retributiereglement op markten, rommelmarkten, kermissen, braderijen en andere ambulante activiteiten van 25 maart 2020.

Artikel 4

Zijn opgeschort voor een bepaalde periode die ingaat vanaf 26 oktober 2020:

1. Het belastingreglement op de raamprostitutieruimten zoals goedgekeurd in de gemeenteraad van 28 september 2016.

Artikel 5

Zijn opgeschort voor een bepaalde periode die ingaat vanaf 2 november 2020:

1. Het belastingreglement op de boekmakerskantoren en hun filialen voor weddenschappen op paardenrennen zoals goedgekeurd in de gemeenteraad van 27 november 2019;
2. De belasting voor de niet-essentiële winkels gedefinieerd in het ministerieel besluit van 1 november 2020 voorzien in het belastingreglement op de commerciële oppervlakten zoals goedgekeurd in de gemeenteraad van 18 december 2019;
3. Het abonnement op de wekelijkse markt, voor de leurder die enkel niet-essentiële goederen verkoopt, voorzien in het retributiereglement op markten, rommelmarkten, kermissen, braderijen en andere ambulante activiteiten van 25 maart 2020.

Artikel 6

De bevoegdheid om deze periode vast te stellen wordt aan het College van Burgemeester en Schepenen gedelegeerd.

Artikel 7

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 8 oktober 2020 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 29 april 2020.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 25 november 2020.

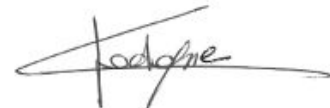
De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,



Cécile JODOGNE